

Interview de Jean-Claude Juncker (Luxembourg, 27 janvier 2011) – Extrait: le manque de coordination des politiques économiques européennes

Source: Interview de Jean-Claude Juncker / JEAN-CLAUDE JUNCKER, Elena Danescu, prise de vue : Alexandre Germain.- Luxembourg: CVCE [Prod.], 27.01.2011. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:03:12, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jean_claude_juncker_luxembourg_27_janvier_2011_extrait_le_manque_de_coordination_des_politiques_economiques_europeennes-fr-fadce7fb-8fed-42c8-a2ff-a2e582de56d9.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jean-Claude Juncker (Luxembourg, 27 janvier 2011) – Extrait: le manque de coordination des politiques économiques européennes

[Elena Danescu] Si l'Union monétaire est un succès, on a pu regretter l'absence d'une véritable coordination des politiques économiques, voire d'un gouvernement économique. Est-ce dû à une faiblesse de base dans les traités, à un manque de volonté politique ou à des divergences idéologiques?

[Jean-Claude Juncker] Aux trois. Il faut savoir qu'en février, mars, avril 1991, nous discussions beaucoup de la coordination des politiques économiques. Et déjà à l'époque, il y avait deux écoles. Il y avait ceux qui pensaient que la monnaie unique ne pouvait devenir un succès qu'à la condition que les politiques économiques des États membres formant la zone monétaire soient davantage intégrées. Il y avait ceux qui plaidaient la cause de l'harmonisation fiscale, sociale, d'une certaine façon économique, la plus poussée possible. Il y avait ceux qui, comme Bérégovoy, le ministre belge Maystadt et moi-même, arguaient en faveur d'une coordination politique très approfondie et ceux qui, comme les Allemands, les Néerlandais et d'autres, pensaient que la coordination des politiques économiques s'instaurerait de façon naturelle d'une certaine façon, comme une conséquence naturelle de la mise en place de la monnaie unique. On a vu que tel ne fut pas le cas. Notamment parce que les Néerlandais, les Allemands et d'autres ne voulaient rien entendre de la coordination des politiques économiques jusqu'au jour où en décembre 1997, devenu président de l'Union européenne, je proposais au Conseil européen une décision du Conseil, une résolution du Conseil sur le renforcement des politiques économiques où nous énumérions tous les domaines où il devrait y avoir une coordination des politiques économiques. Il faut dire que les États membres n'ont pas suivi avec l'enthousiasme voulu les sages décisions que nous avons prises en décembre 1997 lorsque nous avons mis en place l'Eurogroupe et donc les modalités du renforcement de la politique économique. Il y a une tradition française plus étatique, si vous voulez, qui veut que les gouvernements fassent connaître leurs intentions en matière de politique économique et leur adjoignent les mécanismes qui leur permettent de traduire en réalité politique leurs pensées économiques. Il y a une autre tradition qui est allemande, néerlandaise, qui veut que les gouvernements ne s'immiscent pas trop dans le déroulement des processus économiques. Aujourd'hui, nous sommes un peu plus loin dans notre pensée, le cheminement des raisonnements des uns et des autres se recoupe pour considérer intersectionnellement que la coordination des politiques économiques, pour la mise en œuvre de laquelle l'Eurogroupe fut mis en place, était insuffisante.